

Le Conseil Permanent de la Jeunesse: une voix jeune au sein du gouvernement

Au beau milieu de l'appareil gouvernemental, un organisme tente de défendre vos intérêts

JULIEN LAPLANTE

Peu de jeunes le savent, mais un organisme tente de défendre leurs intérêts au sein de l'appareil gouvernemental. Le Conseil Permanent de la Jeunesse, un organisme formé de quinze membres et d'une poignée d'employés, vise effectivement à défendre les besoins et les intérêts de la jeunesse québécoise dans son processus d'accession à l'autonomie, et à promouvoir l'apport des jeunes à l'évolution de la société québécoise.

Mme Clairandree Cauchy, actuelle présidente du Conseil Permanent de la Jeunesse, présente l'organisme comme le « chien de garde » des dossiers jeunesse au Québec. Cet organisme gouvernemental autonome, qui a vu son avenir menacé en 1997, en raison des coupures, reste malgré tout largement méconnu au sein de la population qu'il défend.

Créé en 1987 par l'Assemblée Nationale du Québec, c'est en partie sous l'influence d'un nombre grandissant d'organismes jeunesse, souhaitant avoir un contact direct avec le gouvernement, que sa loi constitutrice fut promulguée. Chose inha-

bituelle en politique, le projet de loi créant le Conseil Permanent de la Jeunesse fut

adopté à l'unanimité. C'est donc dire qu'à l'époque, on ressentait grandement le besoin

d'un organisme qui assurerait la représentation des jeunes au sein du gouvernement.

Le Conseil a été ainsi mis sur pied en tant qu'organisation consultative et autonome, disposant de son propre budget. Il est maintenant constitué de 15 personnes de 15 à 30 ans provenant de chacune des régions du Québec. Tous les membres du Conseil sont élus pour une période de trois ans par les membres sortant. Des 15 membres, seuls le président et le vice-président occupent leur poste à temps plein et reçoivent un salaire. Le mandat des membres actuels, qui a commencé en avril dernier, s'étendra jusqu'en 2001.

Les membres se rencontrent au moins six fois par année. Ces rencontres bimestrielles ont pour but d'orienter les recherches du Conseil de même que la mise sur pied de plans d'action quant aux différentes activités du conseil. Les 15 membres se répartissent aussi certaines tâches en créant des comités sur divers sujets de façon à traiter les dossiers plus efficacement.



suite à la page 7

Une pincée d'Alliance Québec et une multitude d'affrontements

Dans sa croisade effrénée pour un affichage bilingue dans les grands magasins, Bill Johnson aurait-il sous-estimé l'impact de ces manifestations auprès des francophones ?

PATRICK PRIMEAU

Depuis quelques semaines, Alliance Québec et leur volubile leader Bill Johnson attaquent sans relâche les grands magasins de la région métropolitaine - en particulier Eaton - sous prétexte qu'ils ne maximisent pas les clauses de la loi 86, loi qui permet d'afficher en anglais à condition que le français demeure prédominant. D'autre part, étant donné qu'une grande partie de la clientèle de Eaton est anglophone, Alliance Québec estime que ceux-ci ont le droit d'être servis dans leur langue.

De prime abord, cette demande semble justifiée mais il serait illogique d'obliger les commerçants à se plier à la lettre aux lois. Pourquoi serait-il légitime d'implanter des

réglementations différentes pour Montréal ? Les lois québécoises doivent s'appliquer sur tout le territoire, sans exception, même si le pourcentage d'anglophones dans la métropole est sensiblement plus élevé qu'ailleurs en province. Après tout, les francophones sont largement majoritaires au Québec représentant tout près de 83 % de la population. En démocratie, la loi de la majorité l'emporte inévitablement.

Mauvais timing

Par ailleurs, à l'aube d'élections provinciales et d'un éventuel troisième référendum, la nouvelle stratégie d'Alliance Québec pourrait sembler quelque peu suicidaire. En effet, un groupe de pression an-

glophone alimentant les passions linguistiques dans le clan francophone, comme c'est le cas à l'heure actuelle, ne peut que mettre dans le pétrin sa propre communauté.

C'est bien connu, les francophones du Québec sont très sensibles à tout ce qui regarde la survie ainsi que l'épanouissement de leur langue. Plusieurs batailles ont été gagnées dans le passé à ce sujet - la loi 101 étant la plus importante - et les émotions découlant de ces luttes interminables ne se sont jamais tout à fait cicatrisées. C'est dans ce contexte que réside le danger d'une autre « guerre » entre communautés francophone et anglophone.

De plus, de tels affrontements, amorcés par

suite à la page 7

Sommaire

- | | | |
|---|--------------------------------------|---|
| 2 | commentaire et un non-élu au cabinet | |
| | édito | 3 |
| 4 | ab... sitcom | |
| | visite inopportune...cd | 5 |
| | Rwanda et mai 68 | 6 |
| 7 | suite et encore de la pub | |
| | cinéma et les Expos | 8 |

Commentaire

S.O.S. courtoisie !

PAR JOHANNE ST-MARTIN

Il n'y a pas si longtemps, il était inconcevable qu'un homme ne retire pas son couvre-chef en entrant dans un établissement. Or aujourd'hui, peu de gens sont offusqués de voir aussi bien des hommes que des femmes, parader à l'intérieur de ces mêmes établissements avec une casquette.

Pourtant, il n'y a pas si longtemps, il était tout à fait de mise que les messieurs cèdent leur place aux dames et demoiselles, tout comme aux citoyens méritants tels que les personnes âgées et les aveugles.

Bon, il est vrai que les temps ont changé. Entre autres, nous savons que nous n'irons pas en enfer parce que nous avons omis de retirer notre casquette. De plus, pour faire preuve de rectitude politique (ou simplement de gros bon sens) nous savons qu'il est souhaitable de reléguer la formule « Mademoiselle » aux oubliettes. Nous nous adressons à une femme avec la formule « Madame » parce que son statut ne nous concerne plus.

Mais admettez qu'il y a tout de même des limites !!! On a beau appeler les aveugles des non-voyants et les personnes âgées des gens de l'âge d'or, les uns ne voient

pas plus et les autres (nos dignes bâtisseurs doit-on le rappeler?) sont toujours en droit de recevoir des égards.

L'idée de cette colonne provient d'un incident fâcheux. J'étais dans le métro et un homme avec une canne à la main et les yeux recouverts de pansements est entré au bras de sa conjointe. Sur ce, je me lève et signale à cette dernière que je lui cède mon siège. C'est alors qu'une femme se fraie un chemin afin de venir s'approprier le siège en question. Bien entendu, je l'informe que le siège était à l'intention de l'homme tenant la canne. Sa réaction... Elle me regarde avec

dédain et entame la lecture de son livre avec une parfaite indolence. Vous pensez que c'est tout, détrompez-vous. Pendant que l'homme se dirigeait (d'un pas incertain vous l'aurez sûrement deviné) vers le siège désigné, il a malencontreusement effleuré le bras de cette femme avec sa canne. C'est alors qu'elle riposte car elle prétend avoir été frappée ! Un tel comportement est déplorable.

Il est vrai que cet incident est assez extrême. Cependant, notons qu'il est fréquent de voir des passagers à bord des autobus et des métros manquer de courtoisie envers ceux qui le méritent. Et là pen-

sons aux chiens-guides, aux femmes enceintes, aux parents avec des poussettes, aux usagers de béquilles, aux musiciens qui transportent leur instrument, etc... Reconnaissons aussi que priver un adulte d'un siège en laissant un enfant en bas âge s'asseoir seul au lieu de l'asseoir sur ses genoux se traduit par un manque de courtoisie tout comme pénétrer dans le wagon d'un métro avant que les gens aient fini d'en sortir.

Ceci dit, si le chapeau vous fait, tant pis mettez-le. S'il ne vous fait pas, bravo et laissez les autres vous tirer le leur.

Politique québécoise

Le millionnaire qui veut améliorer la société

SYLVAIN LAROCQUE

On le sait tous, les temps sont durs pour les politiciens. Quand la principale activité sociale d'une bonne partie de la population est de dénigrer ses dirigeants politiques, bien peu de gens sont prêts à s'engager sérieusement dans cette arène. Pourquoi au juste pourrait-on vouloir y aller ? L'attrait du pouvoir ? De la notoriété ? De l'argent ? Une personne d'expérience, une personnalité vedette, comme on en cherche dans les principaux partis, peut aisément trouver mieux ailleurs, dans le secteur privé. Alors pourquoi diable ? Vous n'allez quand même pas me dire que certains voudraient le faire pour le seul bien de la société ?

C'est pourtant ce qu'affirme François Legault quand on lui demande pourquoi il a accepté de devenir Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie du Québec lors du mini-remaniement ministériel du 24 septembre dernier.

Un millionnaire au cabinet

L'homme, déjà millionnaire, aurait pourtant pu continuer à engranger les bidous en demeurant dans le monde des affaires. Co-fondateur du Groupe Transat A.T., il a contribué à faire de ce transporteur la plus importante compagnie de vols nolisés au Canada avec un chiffre d'affaires de 1,3 milliards et des effectifs de 1600 employés.

Forcé de quitter Transat en mars 1997 à la suite d'un différend entre lui et les deux autres cofondateurs, il était depuis lors de-

venu membre de nombreux conseils d'administration d'entreprises québécoises comme Sico, Provigo, Culinar, Bestar, Prisma et Tecni-Lab. Il offrait aussi ses services comme consultant en planification stratégique et en financement d'entreprises.

Perçu comme un homme d'affaire doté d'une « bonne vision social-démocrate », il exerçait par ailleurs la présidence du conseil du Fonds régional de solidarité des Laurentides et siégeait au conseil d'administration du musée Marc-Aurèle-Fortin.

Sauver... les meubles?

Alors comment expliquer qu'à l'heure du néolibéralisme économique, qu'à l'heure même où les entreprises sont plus rentables que jamais grâce à la rationalisation effectuée au début de la décennie, un « jeune modèle d'entrepreneurship québécois à succès » décide, à peine âgé de 41 ans, de tout sacrer là « pour améliorer la société et rendre à celle-ci ce qu'elle m'a donné » ? Depuis quand quelqu'un qui a fait fortune avec les affaires cherche-t-il à s'en repentir auprès du bon peuple ?

François Legault ressentirait-il de la culpabilité pour avoir fait fortune en aussi peu de temps alors que la classe moyenne stagne ? Il n'a pourtant rien à se reprocher, comme on dit: son argent, il ne l'a pas volé, et il n'a fait que faire fructifier des « occasions d'affaires », non ?

L'ascension du millionnaire François Legault au cabinet doit donc s'expliquer par un autre facteur que l'argent. Après tout, que sont cent mille dollars - le salaire d'un ministre - à côté de l'argent que peut accumuler en un an un homme d'affaires talentueux, ou simplement chan-

ceux ?

Les mauvaises langues supposent que Legault était tout simplement tanné du monde des affaires, ou plus cyniquement, qu'il n'arrivait plus à faire autant d'argent qu'il ne le souhaitait. Ambitieux comme toujours, et cherchant à laisser d'autres marques que sa fortune comme preuve de son passage sur cette planète, il s'est tourné vers la politique comme on se précipitait jadis chez le curé cherchant l'absolution de ses péchés capitaux (y'a capitaux pis capitaux...), mais surtout pour se trouver une nouvelle vocation: celle de sauveur de l'économie québécoise.

Le défi est de taille, comme on a pu le constater avec Bernard Landry - le prédécesseur de Legault à ce ministère au titre pompeux - qui courait à la rescousse de toutes les entreprises d'envergure en voie d'extinction (Kenworth, GM, Dominion Bridge) et qui, à l'occasion, annonçait des « investissements créateurs d'emplois » fortement subventionnés.

Quel pouvoir ?

En nommant ministre un non-élu issu du monde des affaires, Lucien Bouchard soulève une question importante: un homme d'affaires « de gauche », dans un parti qui se veut maintenant plus à droite, sera-t-il en mesure de renforcer l'économie québécoise sans avoir recours aux subventions typiques d'un gouvernement « social-démocrate » ?

Legault, par sa seule stature, saura-t-il renverser la tendance lourde au Québec selon laquelle les gros investissements se font rares ? S'il veut laisser sa marque dans

ce domaine, l'homme aura fort à faire. Car, qu'il le veuille ou non, les gouvernements, en plus d'être devenus la risée du bon peuple, influencent de moins en moins les décisions d'affaires, à moins, bien sûr, de promettre subventions et « stabilité politique ».

Les autres facteurs qui influencent les choix corporatifs ne sont pas directement du ressort des gouvernements, quoi qu'on en pense. François Legault est peut-être entré au gouvernement avec une ambition de pouvoir, mais force est de constater que ses marges de manoeuvre seront plutôt restreintes, même si on le dit « respecté du monde des affaires »... Un de ses champs d'action pourrait être d'influencer le cabinet sur l'importance de maintenir un enseignement supérieur de haut niveau (voire le bonifier), sans lequel Montréal et le Québec ne pourront plus aussi facilement attirer des entreprises en leur vantant la qualité des universités québécoises et de leurs diplômés.

Pour en revenir à la « contribution sociale » que fait Legault en se lançant en politique, bien qu'on puisse douter des véritables motifs qui ont mené à ce soudain engagement, on ne peut que s'en réjouir, surtout quand on pense à la difficulté qu'éprouve généralement le PQ à recruter de tels candidats-vedettes. Il s'en trouvera pour dire que la manoeuvre est antidémocratique - Legault se fera élire dans une circonscription sûre pour le PQ - mais dans le contexte actuel, on aura vu pire. Vaut mieux parfois parachuter un candidat de qualité que de s'en tenir à un incompetent « de la place ». C'est ce qui arrive quand le corporatisme intransigeant impose à la démocratie ses joueurs...

EDITORIAL

Devenir responsable de sa santé

Durant les années 70, le premier ministre Jean Lesage entreprit de moderniser les structures de notre société ; l'État providence était né. Le gouvernement commençait à s'impliquer dans plusieurs sphères de la société, et dans la santé plus particulièrement. C'est ainsi que les programmes sociaux émergèrent.

Il y eut tout d'abord l'assurance-hospitalisation qui permettait aux patients d'être assurés pour leur séjour à l'hôpital. Ensuite, l'assurance-maladie du Québec et la carte-soleil furent établis pour tous les Québécois, procurant un accès gratuit et universel pour tous à tous les soins de santé essentiels. Maintenant, on revient à la case départ en voulant privatiser les services publics parce que la machine gouvernementale n'a plus les moyens de défrayer ces coûts énormes.

L'origine de ces problèmes semble assez claire. Durant toutes ces années, le coût des soins de santé a augmenté d'une façon importante et imprévisible.

Cette situation est attribuable, en premier lieu, au fait que la population s'est transformée - le renversement de la pyramide des âges le prouvant. De plus, les baby boomers approchent à grand pas des 55 ans, âge où une personne consomme plus de soins de santé que la moyenne. Cela signifie donc qu'il y a de plus en plus de vieux et de moins en

moins de jeunes sur le marché du travail qui pourront défrayer ces soins.

En second lieu, il faut examiner les coûts élevés de la nouvelle technologie dans le domaine de la santé. Celle-ci nous a doté de systèmes et d'outils qui permettent de mieux diagnostiquer et traiter les maladies, mais qui coûtent très cher à se procurer et à entretenir. De plus, elle exige des techniciens de plus en plus qualifiés. Le résultat ? Le même traitement qu'il y a dix ans coûte beaucoup plus cher maintenant. Voilà certaines des raisons qui nous obligent à privatiser notre système.

Par contre, ce système comporte des problèmes qui risquent de se répercuter encore une fois sur le citoyen moyen. Ce système favorise le développement des inégalités parce qu'il n'est plus aussi accessible qu'auparavant. Il en devient presque aussi injuste que celui des États-Unis.

Cette privatisation n'assure aucunement les individus d'obtenir des services de qualité et surtout réglementés. En effet, la privatisation enlève au gouvernement une grande part de responsabilité sur ce qui se passe en cabinet privé. Les pratiques commerciales sont moins bien réglementées et la protection des intérêts publics en souffre.

De plus, les entreprises privées ne peuvent offrir des services d'urgence comme dans

les hôpitaux parce qu'il n'existe pas de cliniques qui acceptent de rester ouvertes 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Aussi, elles ne peuvent se procurer les mêmes outils de diagnostic que les hôpitaux vu que cette technologie dépasse les budgets disponibles.

Mais ne vous inquiétez pas, cette privatisation ne risque pas de se réaliser de si tôt.

Il resterait donc l'option d'un système à deux vitesses - un mélange de public et de privé - mais à quel prix ? Profitable pour le budget du gouvernement, ce système serait par contre plus coûteux pour les individus, particulièrement pour la classe moyenne. Non seulement devront-ils payer des taxes et impôts pour le système public, mais ils devront payer des frais supplémentaires pour se procurer d'autres services. Et ces services supplémentaires risquent d'être chers. Il serait donc préférable de privatiser seulement les services non-essentiels à la santé comme les examens de radiologie, les tests de laboratoire et les examens de la vue qui sont déjà défrayés par les patients. Cela permettrait de désengorger le secteur public en diminuant les listes d'attente.

La vraie solution au problème se situe au niveau de l'individu. Depuis la période Lesage, les individus ont légué leurs responsabilités au gouvernement. Il est grand temps qu'ils reprennent en main leur

propre santé et cessent de la laisser au gouvernement ou à un médecin.

Chaque personne devrait posséder le minimum d'information nécessaire pour soigner un rhume, de la fièvre ou d'autres problèmes bénins. Ce changement de mentalité peut-être encouragé par le système grâce à la prévention. Les gens doivent apprendre à prévenir la maladie. Ils ne doivent plus considérer leur corps comme une vieille voiture que l'on conduit au garage pour la faire remettre à neuf. Notre corps constitue un outil de vie indispensable qui mérite d'être entretenu au jour le jour. De plus, nous devons nous rendre compte des limites de notre corps et nous tenir loin de ce qui pourrait l'endommager comme les excès d'alcool et le tabagisme.

Le gouvernement n'aura plus l'argent pour offrir autant de services de « remise à neuf ». C'est donc à l'individu de se prendre en charge. Cependant les effets de la prévention ne se feront sentir qu'à long terme. En attendant, on pourrait toujours fonctionner sur le système mixte, mais on peut s'imaginer qu'une fois le pied mis dans cet engrenage, il sera malheureusement plus que difficile de s'en sortir.

Marie-Ève Charland pour
l'équipe du Délite français

Le DÉLIT
FRANÇAIS

Site du Délite français
<http://ssmu.mcgill.ca/delittfrancais>

E-mail:
daillyf@vub.mcgill.ca

Le Délite français est publié par la Daily Publication Society. Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Délite n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le Daillyest membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ)

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.
ISSN 1192-4608

Le DÉLIT FRANÇAIS

rédaction en chef

Patrick Primeau

rédaction nouvelles

Julien Laplante

rédaction culture

Sylvain Larocque / Jonathan Arès

mise en page

Patrick Primeau

Sylvain Larocque

responsables site internet

Cédric Jouve / Nicolas Delerue

correction

Véronique Félix

Sébastien Mosbah

Marc Pomerleau

Marie-Ève Charland

collaboration

Marie-Ève Charland

Alexandra Pierre

Michel Bolduc

Johanne St-Martin

Sébastien Mosbah

Barbara-Audrey Bergeron

Boutaina El-Fekak

Mélissa Martin

dessinateur

Michel Hellman

Le MCGILL DAILY

coordination de la rédaction

Verda Cook

gérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Parvati Neogi

publicité

Boris Shedov et Letty Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

L'usage du masculin dans les pages du Délite français vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03.

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6784/5

Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07.

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6790

Télécopieur : 398-8318

L'Axe Québec-Canada-Afrique vous invite à une conférence sur la transparence dans l'information. Afin d'alimenter la réflexion, trois conférenciers de renom seront sur place.

Cette rencontre se tiendra jeudi le 15 octobre prochain de 19h00 à 21h30. Celle-ci aura lieu à la Maison Bellarmin, 25 rue Jarry Ouest (coin St-Laurent).

Pour informations:

(514) 525-7481



Jonathan, perdu dans le feu de la danse latine, n'a pu pondre une seule critique. Alors, le courageux Marcelo Garcia a pris le relais.

Cubanismo
Reencarnacion
Rykodisc

Le directeur artistique Jesus Alemany, fidèle à son esprit d'innovation, a décidé d'explorer encore plus loin les racines cubaines de sa musique et ce disque en est la preuve. Pour les connaisseurs, on distingue plusieurs styles tels que *mambo*, *abacua*, *descarga*, *son montuno* et le *changüi*. Les arrangements de Alemany donnent toute l'âme à sa musique et chauffent la piste de danse comme jamais auparavant. Les solos de tres (guitare typiquement cubaine), piano, flûte, trompette, saxophone et percussions enrichissent les mélodies de base et les musiciens vous transmettent leur énergie tout au long de l'album. Si vous êtes un amateur de la culture et la musique latino-américaine, laissez-moi vous dire que cet album s'avère une des meilleures voies pour découvrir la musique cubaine et sortir un peu du son plastique de la salsa dans les clubs latinos à Montréal. *Caliente!*

9/10



Oro Solido
El presidente del merengue
Platano Records

Et voilà que les rois du merengue nous arrivent avec cette musique chaude directement de la République Dominicaine avec un seul objectif: vous faire danser, danser, danser, danser. Les mélodies sont simples et très faciles à retenir. Définitivement, je vous déconseille d'écouter ce disque assis tout seul sur un sofa, ce n'est pas de la musique classique! Oro Solido, un habitué de la scène internationale, est déjà venu à Montréal et va probablement revenir très bientôt. Événement à surveiller. Si vous comprenez l'espagnol, écoutez les chansons «Mujeres caliente» et «Mal pensado». Vous ne risquez pas de vous ennuyer. Portrait général: un bon album pour ceux qui aiment bouger plutôt qu'écouter la beauté de l'instrumentation et des arrangements. L'intérêt du merengue se limite à la danse et pas plus.

7/10



Le chanteur d'Econoline Crush

Deux bons spectacles au Café Campus

Mélissa Martin

Plus de 400 personnes étaient au rendez-vous vendredi dernier pour voir en spectacle Stabbing Westward et Econoline Crush au Café Campus.

Le spectacle de Stabbing Westward a commencé avec la très puissante *Drugstore*, chanson du troisième album intitulé *Darkest Days*. Même si la comparaison avec Nine Inch Nails ne plaît pas au groupe de Chicago, les fans, eux, exhibaient fièrement leur chandail de NIN. Le groupe qui donne dans la musique électronique agressive a donné une performance trop courte à mon avis, mais combien intense! Lors de *Sometimes it Hurts*, Christopher Hall, chanteur, était accompagné de deux danseuses portant une brassière noire en cuir, ce qui a fait réagir la foule assez vite merci. D'autres chansons comme *Torn Apart* (qui se retrouve sur la bande originale du film *Spawn*), *Save Yourself*, et *Shame* ont provoqué un «trash» dans la foule en avant. On ne peut dire que la foule n'était pas en forme en ce vendredi soir! Et ce avec raison, c'était une excellente prestation.

Pour ce qui est de Econoline Crush, le groupe canadien a lui aussi donné une bonne performance, meilleure que celle qu'ils avaient donné lors du festival Edgefest 98. Ils ont fait plusieurs succès tels que *All that you are* ou encore *Sparkle and Shine* qui se retrouvent sur leur dernier album intitulé *The Devil you Know*. Un bon groupe canadien à surveiller. Semble-t-il que les fans de Stabbing Westward sont réceptifs face à Econoline Crush puisque ces deux groupes ont effectué ensemble une tournée américaine avec succès.

Stabbing Westward sera spectacle avec Depeche Mode le 6 novembre au Centre Molson.

SITCOM

Ris rat qui rira le dernier

Barbara Audrey-Bergeron

Premier long métrage de François Ozon, *Sitcom* est un film qui sort des sentiers battus, où tout est possible, même un rat de laboratoire psychédélique.

Le film *Sitcom*, qu'on a aussi pu voir au Festival des films du monde, est le premier long métrage du réalisateur François Ozon. Bien qu'étant un film à petit budget tourné assez rapidement (un mois), il a réussi à conquérir le cœur de la majorité des critiques. Il a aussi fait partie de la sélection officielle de l'édition 98 du festival de Cannes 98. Étonnant, rigolo et même thérapeutique, ce film qui plaît généralement au public n'est toutefois pas un chef-d'œuvre sur le plan technique.

Sitcom raconte l'histoire d'une famille bourgeoise qui voit son quotidien bouleversé par l'arrivée d'un rat. Ce rat de laboratoire acheté par le père de cette famille sert davantage d'exutoire collectif que d'animal de compagnie. Au simple toucher de la bête, les personnages se voient vite confrontés à leurs aspirations profondes et à leurs désirs cachés. Il s'en suit une confusion générale remplie d'aventures sexuelles des plus intéressantes, ce qui aura l'effet d'une sorte de thérapie de groupe pour cette famille bourgeoise. La fille et son fiancé, la bonne et son copain, le fils et la mère seront tous mêlés à l'orgie. Seul le père n'en fera pas partie. Il sera d'ailleurs le seul à ne pas se sortir de la «sitcom».

Ce film sort littéralement des sentiers battus. À plusieurs occasions, il semble sombrer et se diriger vers les clichés; mais à chaque fois, il prend une direction opposée et le plus souvent inattendue. On peut y constater l'influence du réalisateur surréaliste Louis Buñuel qui avait déjà critiqué la bourgeoisie française dans *Le charme discret de la bourgeoisie*. Ozon a d'ailleurs reconnu lors d'une entrevue avoir aimé beaucoup ce film et même l'avoir montré à son équipe avant le tournage de *Sitcom*. Le film de Ozon m'a aussi fait penser

à *La Cérémonie* de Claude Chabrol, dans lequel une famille bourgeoise va à la rencontre de son destin en engageant une bonne analphabète. *Sitcom*, quoique aussi étonnant, est beaucoup plus sympathique que *La cérémonie* grâce à son humour noir et à son message d'espoir.



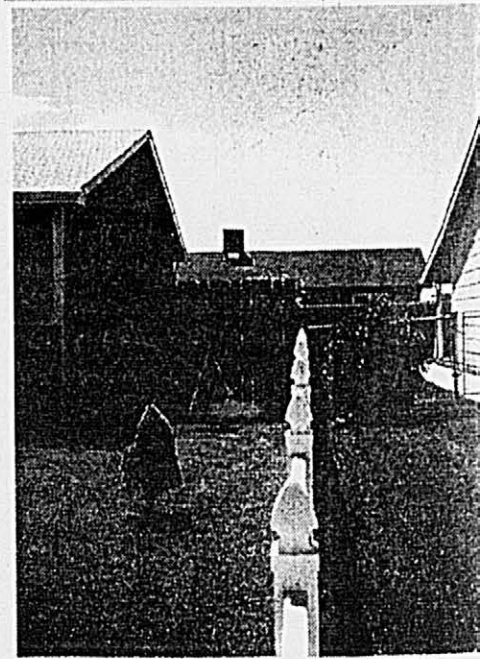
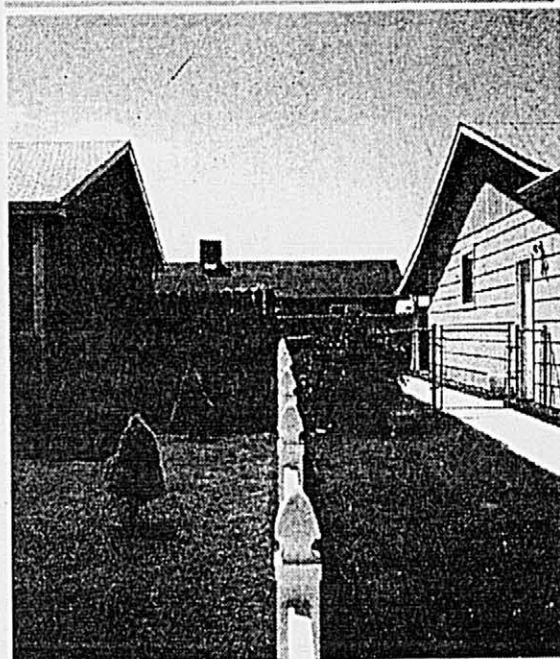
Une famille dysfonctionnelle...

Aller au-delà des tabous

Sitcom ose faire rire l'audience en abordant des sujets tabous comme l'inceste, l'homosexualité et le sadomasochisme. Ainsi faisant, le film contribue en quelque sorte à les dédramatiser. Par ailleurs, il possède sûrement la capacité de faire disparaître quelques tabous que certains spectateurs pourraient entretenir face à ces pratiques sexuelles.

L'originalité des personnages, l'excentricité du récit et les situations sexuelles comiques font de *Sitcom* un film à voir. Il vaudrait mieux par contre le voir dans son salon plutôt qu'au cinéma, surtout si votre budget est serré, car le budget du film lui le fut, et cela fait qu'il ne se démarque pas visuellement. Pour ce qui du traitement du sujet, oui, ce film se démarque, et vous ne perdrez rien de ses qualités au petit écran.

La pelouse fut jadis un indice de prestige social...



UNE VISITE INOPORTUNE DE COPI À L'ESPACE GO

Froide visite

Boutaina El Fekkak

Une Visite inopportune raconte les dernières heures de Cyrille, un jeune acteur homosexuel qui célèbre sur son lit d'hôpital le deuxième anniversaire de son SIDA, et qui doit souffrir les visites inopportunes d'un meilleur ami, d'une Diva, d'un journaliste et bien sûr de la mort.

Pas de planche ni de rideau cette fois-ci dans l'Espace Go mais une arène de cirque. En plaçant ses acteurs dans l'enceinte circulaire, André Brassard (metteur-en-scène quasi attiré de Michel Tremblay) nous fait dire que nous ne sommes pas calés dans un fauteuil mais assis sur des gradins car ce soir nous sommes là pour rire.

Rire du SIDA et de la mort. Rire de la bêtise éternellement humaine. En fait, rire tout simplement de l'absurdité et du tragique de la vie à travers le courage de Copi. De son vrai nom Raul Damonte (Buenos Aires 1939 - Paris 1987), Copi écrit une *Visite Inopportune* sur son

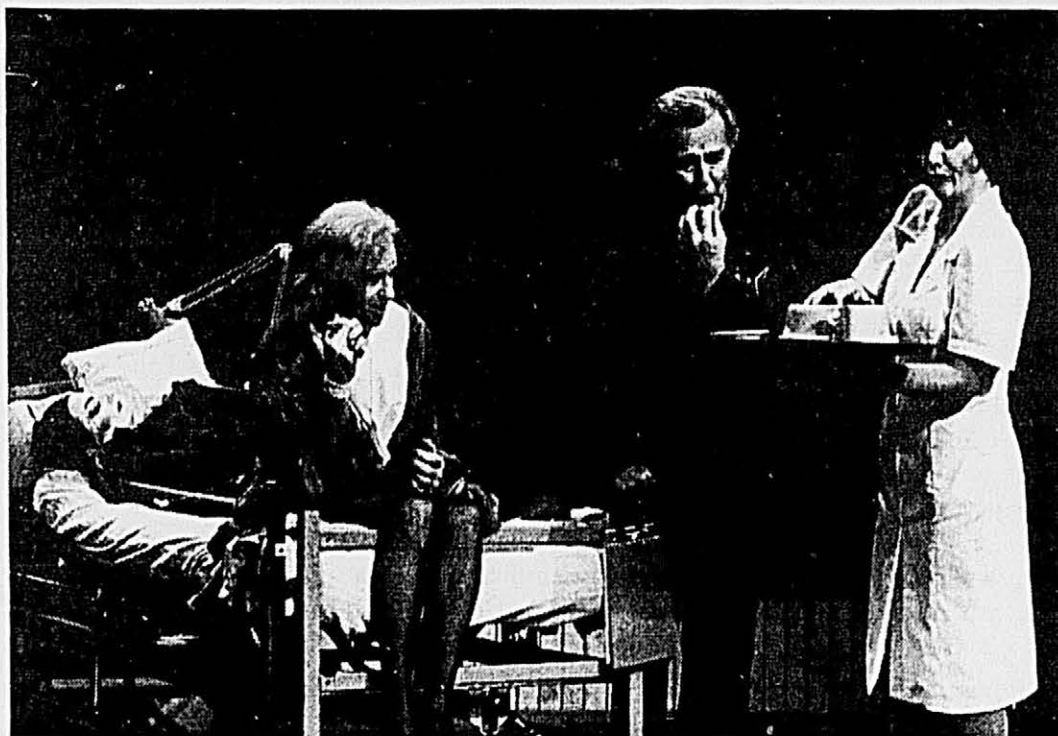
dernier lit d'hôpital, il met en scène sa propre fin, nargue la mort dans la face, lui rit en plein dans le nez. Il est toutefois dommage que cette courageuse ironie devant l'inévitable, que contient le geste d'écriture, ne soit pas transmise à travers l'œuvre. La comédie perd sa force et son contenu en faisant passer au second plan le drame de Cyrille dont la tragédie ne sert plus que de simple fond narratif. La pièce se perd dans

le grotesque et en oublie l'essentiel: la mort du personnage principal.

À l'Espace Go, c'est bien à un numéro de cirque que l'on assiste: un spectacle familial et gentil, du déjà-vu qui se laisse voir encore une fois. Ça fait plaisir le temps que ça dure. Là où on attendait de la crudité, de la mort,

dans la main de Copi, pour seulement ensuite pouvoir en rire.

À la fin de la représentation, le public sort joyeux car il a bien ri, les gags ont fonctionné. Il a vu une infirmière se transformer en femme fatale et faire une crise de jalousie aiguë à un médecin à la recherche de son



Une visite inopportune: l'émotion ne passe pas.

du sexe, de la maladie, car c'est bien de cela dont il s'agit, là où on attendait d'être secoués, on nous traite avec des gants de velours. Pour apprécier le geste de l'auteur qui brave à coup de plume sa destinée, et toute l'émotion qui accompagne cet acte de création, il aurait fallu faire sentir au spectateur jusqu'à l'odeur angoissante de l'éther, lui faire mal en lui enfonçant jusque dans la veine la seringue comme elle l'est

enfance perdue. Le tout devant le lit d'un pauvre moribond et avec en écho la voix d'une diva lobotomisée en délire.

Mais il oubliera très vite cette *Visite Inopportune* pendant laquelle ni la mort, ni la maladie ne sont venues à sa rencontre. Un gentil divertissement qui malheureusement échoue dans sa tentative de vouloir nous toucher.

La pelouse en Amérique: symbole de toute une culture !

Tel est le sujet, assez surprenant à priori mais non moins passionnant, de la grande exposition du Centre canadien d'Architecture (le CCA) intitulée *Surface du quotidien: La pelouse en Amérique*. Cette exposition a pour mérite de traiter d'un sujet aux apparences insignifiantes (qui n'a pas froncé les sourcils en lisant l'intitulé...) avec beaucoup d'originalité mais surtout d'ingéniosité. Car la pelouse est un élément trop souvent considéré comme banal du fait de son omniprésence dans notre paysage quotidien, et dont on sous-estime fortement l'importance environnementale, socio-culturelle et économique. Or, cette exposition nous invite à redécouvrir la pelouse et son sens trop souvent ignoré...

La pelouse: un business en plein boom

Saviez-vous que l'Amérique du Nord totalise près de 65 millions d'hectares de pelouse, soit plus que la superficie occupée par toute autre culture, y compris celles du blé, du maïs et du tabac? Plus étonnant encore, les Américains dépensent annuellement près de 750 millions de dollars en semence de gazon et plus de 25 milliards en produits d'entretien des pelouses et jardin? Ces chiffres témoignent de l'obsession dont la pelouse est devenue

l'objet en Amérique du Nord!

La pelouse: reflet de l'état social américain

Au 19^e siècle la pelouse devient un indice de prestige social et l'appartenance à la classe oisive se mesure à l'étendue de pelouse superflue dont on dispose. Puis la pelouse se démocratise en devenant le facteur de standardisation des banlieues. Elle incarne alors l'idéal national d'une surface ouverte et démocratique qui sert de lien à une communauté qui cultive le sens du Beau.

La pelouse bleue: forme de déviance ?

Tel était le projet conceptuel présenté par l'architecte montréalais Claude Cormier, considéré comme «déviant» par l'organisation du *Freedom Lawn*, qui lutte contre la fabrication de gazon chimiquement conditionnés et génétiquement cultivés. Ces types de pelouse ont suscité un débat sur les notions de «naturel» et d'«artificiel», sur la santé et les maladies environnementales, de même que sur l'image de terres cultivées uniformes que la pelouse impose dans l'imaginaire américain.

Centre canadien d'architecture

1920, rue Baile

tél: (514) 939-7026

Métro: Atwater ou Guy-Concordia

Entrée libre aux étudiants le jeudi de 11h à 20h.

...CD



RICARDO ARJONA
Sin daños a terceros
Sony Latin

Ce disque est un bijou pour ceux qui aiment les paroles intelligentes, directes et qui parlent de la vie et de l'amour. Avec ce quatrième album, Ricardo Arjona n'arrête pas de nous séduire avec ses talents de musicien, d'arrangeur, de chanteur et de producteur. Eh oui, c'est lui qui compose aussi les textes de ses chansons. En comparaison avec ses albums précédents, il nous parle beaucoup plus d'amour et même de l'ironie de celui-ci. Ses textes sont profonds et il ne tombe jamais dans la banalité ou la frivolité de plusieurs artistes pop qui ne font que répéter: *je t'aime, je t'aime, je ferais tout pour toi...* Définitivement, Ricardo Arjona sait très bien mélanger le rêve et le réalisme de l'amour et de la vie. De la pop latino-américaine à découvrir absolument.

9/10

LUIS MIGUEL
Romances
Warner Bros.

Un disque fait sur mesure pour les romantiques, les amoureux et ceux qui veulent passer une soirée agréable. Cet artiste connu sur la scène internationale a déjà reçu plusieurs trophées Grammy qui témoignent de son talent et de sa popularité. Cette fois-ci, il a décidé d'effectuer le virage de la Pop au Boleros pour ainsi donner plus de maturité à sa carrière et suivre ses admirateurs. Même si le disque est un grand concept marketing pour inciter les jeunes à écouter des Boleros (chansons romantiques traditionnelles des années 40-50), laissez-moi vous dire qu'il a très bien réussi. «Por debajo de la mesa», «Sabor a mi», «Jurame», «Uno» et «De querete asi» sont les titres les plus accrocheurs. Bon point: les paroles sont imprimées alors vous pourrez les chanter aussi. Musicalement, l'album est excellent. Dommage que les techniques d'enregistrement gâchent un peu les qualités musicales du disque: on a l'impression que le son se promène entre le vrai et le synthétique.

8/10



Politique internationale

Génocide rwandais de 1994

Les premières têtes dirigeantes tombent

MICHEL BOLDUC

Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) a prononcé, il y a un peu plus d'un mois, ses premières condamnations en regard du génocide anti-tutsi de 1994, condamnations qui constituent une première en justice internationale. Le 2 septembre dernier, l'ancien maire de Taba (centre du Rwanda), Jean-Paul Akayesu, a été reconnu coupable de génocide. Le 4 septembre, les juges des Nations unies en arrivaient au même verdict pour l'ancien premier ministre rwandais, Jean Kambanda. Tous deux ont été condamnés à la prison à perpétuité.

Au terme d'un procès de 15 mois, Akayesu a été reconnu coupable de 9 des 15 chefs d'accusation retenus contre lui, soit génocide, torture, viol, meurtre et crime contre l'humanité. Akayesu avait plaidé non-

coupable aux 15 chefs d'accusation. Ce dernier affirme qu'il a essayé, usant de son statut de maire, de sauver les Tutsis, mais qu'il a été forcé de céder aux pressions tribales exercées sur lui par un groupe de tueurs hutus, les Interahamwe. Toutefois, selon les témoignages entendus lors de son procès, Akayesu, bien plus que simplement se soumettre aux pressions populaires, a pris l'initiative. Il a été l'un des piliers du génocide rwandais, étant responsable de la mort de plus de 2000 personnes : hommes, femmes, enfants et fœtus. Akayesu a fait appel du verdict de culpabilité de la cour le 28 septembre, mais cette dernière a maintenu sa décision dans un jugement rendu le 2 octobre.

L'ancien premier ministre du gouvernement extrémiste hutu avait quant à lui plaidé coupable,

le seul des 31 détenus du TPR à avoir fait ce choix. C'est que Kambanda avait conclu une entente avec les procureurs selon laquelle il acceptait de plaider coupable et de révéler des informations incriminantes contre d'autres accusés en échange d'une protection pour sa famille.

Tombaient ainsi deux des têtes dirigeantes du génocide rwandais de 1994, une orgie funeste de trois mois, déclenchée par l'assassinat du président rwandais, Juvenal Habyarimana, qui a fait environ 1 million de morts, Tutsis et Hutus modérés, et 300 000 réfugiés.

Une première en justice internationale

Ces deux condamnations constituent une première dans les annales de la justice internationale. En

effet, c'est la première fois qu'un tribunal international émet une condamnation pour génocide et cela, en dépit des engagements pris par la communauté internationale avec la Convention sur le génocide de 1948, une entente adoptée dans le contexte traumatisé de l'holocauste nazi. Par ailleurs, les jugements rendus à Arusha (Tanzanie) forment une jurisprudence qui lie le tribunal des Nations unies de La Hague sur les crimes de guerre.

Parmi les précédents légaux établis par le tribunal présidé par le juge sénégalais Laity Kama, se trouve la première définition en droit international de la violence sexuelle. Selon le TPR, cette dernière notion, qui inclue le viol, n'est pas limitée aux contacts physiques, mais englobe plutôt tout acte contraignant basé sur la peur, comme les menaces ou les intimidations.

Par ailleurs, le tribunal a déclaré que les actes de violence sexuelle relèvent du génocide s'ils sont commis dans l'intention d'éliminer un groupe de personnes de même race, religion ou origine comme cela a été le cas au Rwanda avec les femmes tutsis.

Il reste à espérer que les condamnations d'Akayesu et Kambanda auront une influence positive sur les événements se déroulant actuellement dans la République du Congo, où un autre génocide est à craindre : le président congolais, Laurent Kabila, s'en prend actuellement aux Tutsis qu'il accuse de supporter la rébellion contre son régime dans l'est du pays. Plus de 20 000 civils tutsis auraient été tués au Congo jusqu'à maintenant et de nombreuses femmes et fillettes auraient été victimes d'abus sexuels.

Société

Mai 68: un anniversaire désabusé

SÉBASTIEN MOSBAH

Il y a trente ans les couloirs de la Sorbonne s'enflammaient peu de temps avant l'arrivée des chars soviétiques à Prague et la défaite dans le sang du socialisme à visage humain. Si le « socialisme réel » restait fidèle à lui-même dans son intransigeance et sa violence, le gauchisme était pourtant de mise dans bon nombre de pays occidentaux où trotskystes, maoïstes et anarchistes se côtoyaient.

Le mouvement de contestation étudiante, né dans les années soixante dans des universités américaines, sous l'impulsion d'intellectuels comme Herbert Marcuse, dépassait cependant les simples options politiques d'extrême-gauche pour en appeler à une vaste remise en cause de l'ordre bourgeois qui régnait alors. Contre l'autorité établie, il fallait permettre à l'individu de se libérer d'un carcan moral oppressant. La sexualité devait cesser d'être un tabou. Beaucoup espéraient un horizon débarrassé à la fois de la logique marchande et d'une vieille mentalité répressive et conservatrice.

Que dire trente ans plus tard de ces espoirs et velléités ?

D'abord on ne peut que constater le manque d'entrain des médias et des intellectuels français à fêter l'anniversaire. Comme si l'échec cinglant de nombreuses positions soixante-huitardes devait être tu.

En effet, le bilan que l'on peut tirer, alors qu'une nouvelle génération a grandi, est assez noir.

L'exaltation de l'individu semble ainsi avoir été phagocytée par le développement de la consommation marchande et le retour d'un

capitalisme dur. Il ne s'agit plus de retourner à la nature, comme certains l'ont fait dans les années soixante-dix, mais l'ère de l'information et de la communication, avec son prophète Bill Gates et sa chère toile, place le consommateur du vingt-et-unième siècle au centre du sacré marché mondial. L'individu, qui s'opposait en soixante-huit à la communauté traditionnelle, se retrouve maintenant seul devant les forces du marché contre lesquelles les gouvernements se prétendent impuissants.

Le déclin du politique face à l'économie, alors que 68 affirmait que tout est politique, est aussi une des grandes déceptions de ces trente dernières années. De crise en crise, de libéralisation en dérégulation, le politique finit par devenir marginale ou impuissante, comme le prouve, à sa manière, la crise russe.

A cette faillite pratique s'ajoute la fin des idéologies qui frappe de plein fouet notre génération étudiante. Les utopies, les espoirs semblent devenus inexistantes, voire condamnables suivant la ritournelle habituelle qui dit : « regardez ce qu'a donné l'utopie communiste »... Certains ont d'ailleurs cru bon d'affirmer la fin de l'histoire avec la démocratie représentative et l'économie de marché (Fukuyama, 1989).

Même le sexe a perdu l'élan de sa libération des années soixante. Le sida a comme jeté un voile sur celle-ci tandis qu'un puritanisme voyeur et hypocrite reste trop souvent de rigueur.

La lutte pour un monde plus humain ne doit cependant pas s'arrêter devant ces échecs : seul un combat continu et soutenu contre l'adversité peut nous permettre d'avancer.



suite de la page 1...

(Conseil permanent de la jeunesse: une voix jeune au sein du gouvernement)

Amorcer des débats publics pour influencer les politiques

Le Conseil tente de remplir son mandat consultatif par divers moyens et activités. Les activités médiatiques jouent un rôle primordial dans sa démarche puisque c'est en alertant les médias que les travaux et avis du conseil prennent réellement du poids dans la balance gouvernementale. Le Conseil publie à intervalle plus ou moins régulier divers documents ayant trait à la jeunesse. On a ainsi pu prendre connaissance de la situation du suicide chez les jeunes Québécois suite à une publication conjointe, du Conseil et de quelques autres organismes, des résultats d'une recherche sur ce phénomène. Ce document avait d'ailleurs reçu une couverture médiatique assez importante si l'on considère la quantité de re-

cherches gouvernementales de ce type qui passent généralement inaperçues. Plus récemment, au début du mois de septembre, le Conseil s'est prononcé dans le dossier des clauses «orphelins» en s'y opposant, évoquant «une question d'équité intergénérationnelle».

Ne pas se limiter aux voies officielles

C'est aussi en ayant des contacts directs avec le ministre responsable de la jeunesse que le conseil tente de faire valoir ses opinions. Grâce au ministre, l'organisme peut faire entendre sa voix directement au conseil des ministres. Mais on comprendra que c'est probablement avant tout en utilisant sa capacité à lancer des débats publics par l'entremise des médias que le conseil peut influencer les politiques gouvernementales. Les voies adminis-

tratives ne sont effectivement pas toujours les plus efficaces pour se faire entendre, et les membres du Conseil semblent l'avoir compris en rendant publics leurs avis et enquêtes, espérant que la population prendra conscience de l'importance de certains dossiers jeunesse.

Les 15 membres du Conseil, disposant d'un budget d'approximativement 800 000\$, tentent ainsi de donner l'occasion à la population et aux associations de réfléchir sur le sort réservé aux jeunes de tous les horizons et milieux sociaux dans notre société. De plus, ils tentent de faire en sorte que les jeunes soient mis à contribution quant au développement des idées qui forgeront le futur, car après tout, pour reprendre un lieu commun, ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui seront les vieux de demain.

suite de la page 1...

(Une pincée d'Alliance Québec et une multitude d'affrontements)

un groupe ne semblant pas représenter les aspirations de la majorité des anglophones, pourraient fort bien diminuer les chances d'un Jean Charest lors de la prochaine élection. Pourquoi?

Car il y a toujours la possibilité d'une mobilisation francophone soutenant le Parti Québécois afin d'éviter de nouvelles complications concernant les législations linguistiques. Sous un gouvernement libéral, les groupes de pression anglophones auraient sans doute plus de chance de modifier les lois actuelles.

Vive la caméra

Depuis un peu plus d'une semaine, les médias québécois n'ont que pour les ébats linguistiques de Bill Johnson. Celui-ci est sans doute fou de joie à cette idée car c'est, pour lui, mission accomplie. La population est maintenant aux aguets.

Ainsi, la question de l'affichage est encore une fois à l'avant-plan de l'actualité montréalaise mais avec des variables bien différentes cette

fois-ci. Pas besoin d'être un fin analyste politique pour comprendre que le but ultime d'Alliance Québec est l'affrontement, la division et la mobilisation des médias. Ce n'est pas le calme après la tempête mais bien le contraire. Avant que Bill Johnson ne prenne l'initiative de cette crise linguistique, la population en était venue à accepter la réalité. C'est-à-dire une société québécoise régie par la loi 86 ainsi que la loi 101.

Même si Alliance Québec a décidé récemment de mettre fin au boycottage des grandes surfaces comme Eaton, on voit déjà l'apparition d'une deuxième phase au plan contestataire concocté par le clan Johnson. Ces manifestations ne s'inscrivent donc pas dans une tendance généralisée de la communauté anglophone, mais bien dans un courant d'affrontements provenant d'une minorité extrémiste. À quoi peut-on s'attendre dans les semaines à venir? Combien de temps allons-nous tolérer de tels élans provocateurs?

publicité 398-6790
LE DÉLIT**annonces classées**

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiant-es et employé-es de McGill (avec carte): \$4.75 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$6.00 par jour, \$5.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS et TVQ). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

AIDE DEMANDÉE**Travel-Teach English.**

5 day/40 hr Sept. 23-27. TESOL teacher cert. course (or by corresp.) 1000's of jobs available. NOW. Free Info pack, toll free 1-888-270-2941.

TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE**Success To All Students**

WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 30 years experience. \$1.25/D.S.P. (same day \$1.50) 7 Days/week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638

SERVICES OFFERTS

Haircolour by supervised apprentices at discounted rates. Tues & Wed. call 935-5175 for info.

COURS / ÉDUCATION

Come and Practice your French with Francophones. Bilingual Club Half and Half. Tel. 465-9128.

LE DÉLIT

JOURNÉES D'ACTION

PANCANADIENNES
Du 13 au 16 OCTOBRE

D'un océan à l'autre, les étudiant-e-s réclament du ministre fédéral des Finances, Paul Martin, et des Libéraux fédéraux de :

QUI
TIRE LES
FICELLES?



- rétablir les paiements de transfert à leur niveau de 1993
- financer un gel des frais de scolarité
- transformer les bourses d'excellence du millénaire en bourses d'études
- cesser de punir les étudiant-e-s : mettre fin aux pratiques discriminatoires quant à la faillite sur les prêts d'études
- interdire l'éducation privée à but lucratif — on ne peut pas tout vendre.

Pour participer, appelez

le 1-800-789-5870

(le 398-5400 à Montréal)

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
www.cfs-fcee.ca

SCFP / CUPE 1281

Le Délit français est publié tous les mardis. Si vous voulez acheter l'un de nos espaces publicitaires, veuillez contacter Letty ou Boris au 398-6790.



Des programmes
d'études thématiques :
collaborations privilégiées
avec le milieu.

Un soutien
financier assuré :
bourses de l'INRS et
bourses d'excellence.

Une formation
adéquate au marché :
94 % des diplômés ont
un emploi après un an.

La formation à l'INRS

- Maîtrise et doctorat en sciences de l'eau
- Maîtrise professionnelle en sciences de l'eau
- Maîtrise et doctorat en sciences de l'énergie et des matériaux
- Maîtrise et doctorat en sciences de la terre (Programmes conjoints INRS - Université Laval)
- Maîtrise en sciences expérimentales de la santé
- Maîtrise en microbiologie appliquée
- Maîtrise en virologie et immunologie
- Doctorat en virologie et immunologie (Programme conjoint INRS/IAF - Université de Montréal)
- Doctorat en biologie (Programme conjoint INRS/IAF - UQAM)
- DESS en technologie de l'information (Programme conjoint INRS - ETS - TELUQ - UQAM)
- Maîtrise et doctorat en télécommunications
- Maîtrise professionnelle en génie logiciel (Programme conjoint INRS - ETS - UQAM)
- DESS en analyse socioéconomique de la réhabilitation des infrastructures urbaines
- Maîtrise en analyse et gestion urbaines (Programme conjoint INRS - UQAM - ENAP)
- Doctorat en études urbaines (Programme conjoint INRS - UQAM)
- Séminaires de doctorat (INRS-Culture et Société)
- Stages et études postdoctorales



Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone : (418) 654-2500 Internet : www.inrs.quebec.ca
Téléphone sans frais : 1-877-326-5762

Société

Le 7e art est obèse

ALEXANDRA PIERRE

Gigantisme. C'est de cette contagieuse attitude que souffre l'industrie du cinéma. Au cours des deux dernières années, un peu moins de 100 nouvelles salles de cinéma sont apparues à Montréal, principalement au centre-ville. Comme si cela ne suffisait pas, trois projets de « supercomplexe » sont actuellement en cours : un cinéma de neuf salles à Atwater, paraissant presque ridicule devant l'ancien Forum transformé en centre de divertissement ou la rénovation de l'ex-édifice Simpson. Même la banlieue s'y met : après le Mail Champlain avec ses sept salles et son Imax, Famous Player a l'intention de bâtir, à Longueuil, un cinéma contenant une vingtaine d'écrans.

Après les films à budgets énormes, aux grosses distributions artistiques et aux effets spéciaux spectaculaires : voilà les gigantesques salles !

L'ironie est que, malgré la multiplication de ces salles, les films restent toujours les mêmes navets inconsistants (souvent américains). De plus, peu de programmations laissent place aux œuvres québécoises ou au cinéma de ré-

pertoire. Tenez : cette semaine, sur toutes les salles Cinéplex Odéon de

Les films sont donc répétés à l'infini sur les écrans montréalais et les

représente bien cette implacable logique financière. Lors de son

en salle. Le cinéma du Quartier Latin, qui nous promettait des films pour tous les goûts, avait inscrit *Les Boys* dans 7 de ces 17 salles ! Encore aujourd'hui, les mêmes films peuvent être à l'affiche sur 2 ou 3 écrans.

Pendant ce temps, les salles dites « de répertoire » (voire du cinéma d'auteur singulier, original - des films intelligents quoi !) éprouvent d'énormes difficultés à rester ouvertes. Le Parallèle déménage dans l'espoir de se trouver une clientèle plus large, après avoir menacé une dizaine de fois (en exagérant à peine) de fermer ses portes pour manque de fonds. La cinématèque, quant à elle, survit (péniblement) grâce à l'appui financier de l'Office National du Film.

À force de vouloir mettre les profits avant la qualité, l'industrie du cinéma va soit dégoûter le public avec une indigestion de films fades et complaisants, soit désabuser les auteurs en leur lançant le message que le cinéma intelligent est inutile et surtout peu rentable. D'une façon ou d'une autre, le septième art y perdra.

